

Autopsie de la classe politique gabonaise à l'approche de l'élection présidentielle

Par Léandre E. BOULOUBOU *

Libreville/Gabon

L'ACTUALITÉ politique actuelle est particulièrement dense avec la tenue de la prochaine élection présidentielle d'août 2016.

Comme en 2009, plusieurs candidats se sont prononcés y compris le Président sortant Ali Bongo Ondimba, qui brigue un second mandat. Mais contrairement en 2009, celui-ci devrait affronter des acteurs différents qui néanmoins, partagent avec lui la scène politique nationale depuis 1990.

Comme les acquis démocratiques obtenus depuis 1990 me permettent aujourd'hui d'exprimer mon point de vue librement et dans le respect du débat contradictoire, je me permets de faire une autopsie de la classe politique gabonaise à quelques mois de l'échéance fatidique de l'élection présidentielle. Cette autopsie de la classe politique gabonaise sera faite du point de vue d'un Chargé d'Etudes. Dans cette position, je vais poser un diagnostic objectif pour éclairer l'opinion nationale sur les états de services des hommes et femmes politiques les plus en vue, afin que chacun d'entre eux soit jugé selon ses œuvres.

Dans cette tribune, je vous livre le témoignage d'un Chargé d'Etudes qui a passé six (6) ans (2003 à 2009) au Cabinet du ministre de l'Economie et des Finances dans une entité administrative appelée Comité Statistiques.

Cette entité administrative qui a disparu en 2009 du fait de la scission du ministère de l'Economie et des Finances en deux (2) départements (ministère de l'Economie et ministère Budget) avait un rôle central et une vue panoramique sur l'évolution de la situation financière, économique et sociale de notre pays.

En effet, placé sous l'autorité du Conseiller Financier du Ministre de l'Economie et des Finances, le Comité Statistiques avait pour mission de collecter, traiter, analyser et produire l'information économique et financière de l'Etat. Il avait également pour rôle : le suivi des relations avec les institutions financières internationales dans le cadre des programmes d'ajustement structurel que le Gabon a signé avec le Fonds Monétaire International (FMI) et la Banque mondiale, le suivi des projets structurants, le suivi des réformes structurelles et de gestion des finances publiques.

Ainsi, en raison de mon appartenance au Comité Statistiques et de ma participation à plusieurs com-

missions techniques dans divers secteurs, j'avais une bonne connaissance des actions menées par les décideurs politico-administratifs sur les 20 dernières années concernant la situation financière, économique et sociale de notre pays.

C'est sur la base de cette expérience professionnelle que je vais donner un avis objectif sur les états de services des acteurs politiques d'envergure nationale ci-après mentionnés :

1- André Mba Obame
Des acteurs politiques retenus dans cette tribune, André Mba Obame est le seul à ne plus être de ce monde. Paix en son âme. Dans nos us et coutumes, il est indécrot de porter un jugement sur un homme post-mortem. Néanmoins, j'invoque André Mba Obame dans cette tribune, parce qu'il est assurément l'homme politique qui a suscité une véritable fascination au cours de 20 dernières années. Tantôt ange, tantôt démon ; tantôt détesté, tantôt admiré ; tantôt condamné, tantôt pardonné avant d'être même absout et canonisé par ses partisans après sa mort, André Mba Obame a indubitablement marqué son passage.

De 1990 à 2009, André Mba Obame a occupé plusieurs fonctions ministérielles (Agriculture, Droits de l'Homme, Relations avec les Institutions constitutionnelles, Education Nationale, Solidarité Nationale et Affaires Sociales, Intérieur, Sécurité et Immigration). Au-delà de son activité politique diversement appréciée, André Mba Obame a beaucoup œuvré dans le cadre des réformes structurelles en qualité de ministre des Affaires Sociales. Même si l'idée vient de Bernard Kouchner, ancien ministre français de la Santé qui a convaincu Omar Bongo Ondimba, André Mba Obame s'est investi dans la mise en œuvre effective de la CNAMGS (Caisse Nationale d'Assurance Maladie et de Garantie Sociale).

Au plan opérationnel, cette réforme d'envergure qui est aujourd'hui une référence pour notre pays, peut être objectivement mise à l'actif de ce dirigeant politique.

Si son passage au ministère de l'Education Nationale a été marqué par l'échec retentissant du modèle dit "turn over" vite abandonné, il a grandement contribué au ministère de l'Intérieur à la réforme de la Police. La construction des commissariats de proximité, l'amélioration des conditions de travail des policiers et la moderni-

sation des outils et des équipements d'intervention sont à mettre à son crédit.

Malheureusement, le séjour d'André Mba Obame au ministère de l'Intérieur a également été marqué par un abus d'autorité extrême et la restriction des libertés publiques dont certains agents du ministère de l'Economie et des Finances et quelques leaders syndicaux bien connus gardent encore de nombreux stigmates.

2- Jean Ping
Sur la période 1990-2008, Jean Ping a été successivement : ministre de l'Information et des Télécommunications, ministre des Mines, de l'Energie et des Ressources Hydrauliques, ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération, ministre Délégué aux Finances, ministre de la Planification et ministre d'Etat aux Affaires Etrangères.

Jean Ping a une longue expérience de la diplomatie, c'est peut-être l'un des diplomates les plus doués de sa génération. Il a beaucoup œuvré pour faire briller la diplomatie gabonaise, notamment avec la réussite unanimement reconnue de sa gestion de la 59e Assemblée générale des Nations Unies et lors de son récent passage à la Présidence de la Commission de l'Union Africaine où il n'a pas démerité.

Le problème avec la diplomatie c'est qu'elle est abstraite et n'a pas d'impact réel sur le quotidien du gabonais lambda.

C'est pourquoi Jean Ping aurait dû s'employer à avoir des meilleurs états de services quand il eût l'occasion d'être à la tête d'autres ministères tels que le ministère des Mines, de l'Energie et des Ressources Hydrauliques ou le ministère de la Planification.

Or, même en consultant mes archives, je ne retrouve aucun projet d'envergure nationale, aucune réforme structurelle ou de gestion de finances publiques à mettre à son actif pendant toutes ces années.

3- Casimir Oyé Mba
Initialement gouverneur de la BEAC (Banque des États de l'Afrique centrale), Casimir Oyé Mba a été nommé de 1990 à 2009 : Premier Ministre Chef du Gouvernement, ministre des Affaires Etrangères, ministre de la Planification et ministre des Mines, du Pétrole, de l'Energie et des Ressources Hydrauliques.

Sur la période considérée, Casimir Oyé Mba est certainement le meilleur Gouverneur que la BEAC ait connu. Dans tous les cas, c'est ainsi qu'il était perçu à Yaoundé au Ca-

meroun (siège de la BEAC) lorsque j'effectuais dans ce pays en 2003 ma première mission pour y suivre le cours de programmation et politiques financières (PPF) organisé par le FMI et la BEAC.

Je peux témoigner qu'il s'agit d'un homme brillant pour avoir été un des membres de l'expédition gabonaise d'Abuja au Nigeria lorsqu'il brigait la Présidence de la Banque Africaine de Développement (BAD).

Cette élection qui semblait à portée de main grâce à l'aura du Président Omar Bongo a été un cuisant échec pour le Gabon. Les pays actionnaires, notamment les non-régionaux ayant principalement reproché au candidat Oyé Mba, ministre d'Etat, ministre de la Planification du Gabon, l'insuffisance d'un historique de performance en matière de réformes menées dans son pays.

En effet, malgré un potentiel énorme et des fonctions de très haut niveau qu'il a assuré pendant près de 20 ans, il n'y avait presque rien à présenter à la BAD pour notre candidat en matière de projet ou de réformes ayant impacté la vie de ses compatriotes.

Alors que son collègue Richard Auguste Onouviet aura laissé à la postérité l'immeuble du ministère des Eaux et Forêts ou le barrage hydroélectrique de Grand Poubara, Nzamaligué, le village natal de Casimir Oyé Mba, ministre en charge de l'Energie et des Ressources Hydrauliques n'avait toujours pas d'eau potable jusqu'en 2009.

Notre déception à propos de Casimir Oyé Mba est à la hauteur de l'espoir qu'il avait suscité auprès des gabonais à son arrivée sur la scène politique en 1990.

4- Raymond Ndong Sima
De 1990 à 2009 Raymond Ndong Sima n'a pas occupé de poste ministériel, mais il a été fortement impliqué dans les réformes structurelles de grande envergure telles que les privatisations des entreprises publiques et parapubliques intervenues sur la période 1997-2007 dans le cadre des programmes d'ajustement structurel.

Vu du Comité Statistiques, nous avons mal vécu ces privatisations qui ont été presque toutes mal négociées. Malgré la pression du FMI et la situation catastrophique des entreprises, il y avait de l'espace pour mieux faire.

Les plans de redressement des entreprises dirigées par Raymond Ndong Sima ont fini au pire par une liquidation (CFG) et au mieux par une braderie du patrimoine national (Hévégab).

Dans tous les cas, nous n'avions pas gardé de Raymond Ndong Sima l'image d'un grand capitaine d'industrie, comme peuvent l'être aujourd'hui Jean Baptiste Bikalou (PDG Pétro-Gabon), Henri-Claude Oyima (PDG BGFI Holding), ou Serge Ruffin Okana qui a réussi à transformer la Société Nationale des Bois du Gabon (SNBG) d'une simple boîte de négoce de grumes en une entreprise industrielle compétitive de la filière bois.

Néanmoins, quand j'ai passé mon stage d'insertion professionnelle à la Direction Générale de l'Economie et des Finances (IEF), Ndong Sima était présenté comme le principal artisan du Modèle de l'Economie Gabonaise (MEGA) qui sert encore aujourd'hui à faire des prévisions de croissance et le cadrage macroéconomique. C'est certainement tout ce qui peut être mis à son crédit sur le périmètre de l'analyse.

5- Paulette Missambo
Dans sa longue carrière politique, Paulette Missambo a occupé les fonctions de ministre de l'Education nationale et de la condition féminine où elle a passé huit (8) ans. A ce poste, notre pays doit à Paulette Missambo la construction des écoles primaires, lycées et collèges modernes sur l'ensemble du territoire national dans le cadre du programme éducation phase 2&3 financé par la Banque africaine de Développement.

Le bémol à cette performance est que ces écoles ont été financées et construites sous la pression du principal syndicat de l'éducation nationale (SENA) dont certains membres ont malheureusement payé le prix fort.

Ce programme éducation est également entaché d'un grand scandale de détournement de fonds attribué à tort ou à raison à Paulette Missambo et qui continue de brouiller son image.

Son passage au ministère des Transports et de l'Aviation Civile a été encore plus dramatique avec le crash de l'avion de Gabon Express dont la douleur est encore vivace dans la mémoire collective.

Pour avoir géré avec un amateurisme indescriptible ce drame, aussi bien en amont dans la délivrance des licences d'exploitation (la compagnie n'était pas assurée) qu'en aval dans la gestion de la catastrophe, la responsabilité de Paulette Missambo, ministre des Transports, première autorité concernée était clairement engagée. Pourtant elle n'a ni démissionné, ni contraint à quitter ses fonctions au grand dam des familles des victimes.

A suivre

CHANGEMENTS	COURS INDICATIFS DES DEVISES EN DATE DU 28/04/2016	FIXING			VENTE BILLETS (sans frais)		INDICES BOURSISERS			
		DEV	EUR/DEV	DEV/COT	DEV/CFA	DEV	CFA		en date du	
		XAF	xxxxx	xxxxx	xxxxx	1 EUR	655,957			
		USD	1,1358	1USD =	577,529	1 USD	613,267	CAC 40	28/04/2016	4 498,03
		CAD	1,4262	1CAD =	459,933	1 CAD	484,031	DOW JONES	28/04/2016	18 041,55
		JPY	122,8400	1JPY =	5,340	100 JPY	555,288			
		GBP	0,7784	1GBP =	842,721	1 GBP	878,302			
		CHF	1,0974	1CHF =	597,737	100 CHF	62 596,95			
		ZAR	16,3328	1ZAR =	40,162	100 ZAR	4 176,31			
		MAD	10,9572	1MAD =	59,865	1MAD	62,25			
		CNY	7,3562	1CNY =	89,171	1CNY	91,85			

BRENT (IPE) US Dollars/Baril
27 Avril 2016: 47,50